



## PROTOCOLE TRANSACTIONNEL POUR METTRE FIN A UN CONTENTIEUX

GESTION LOCALE  
Modèle de protocole

### ENTRE

La commune de ....., représentée par son maire, ....., dûment habilité par délibération en date du ..... 2008 (annexe 1), et domicilié en cette qualité en l'hôtel de ville, à .....

Ici dénommée « la commune »

### D'UNE PART, ET

La société ..... au capital de ..... euros, inscrite au RCS de ..... sous le numéro ....., dont le siège social est sis....., prise en la personne de son représentant légal en exercice audit établissement.

Ici dénommée « la société »

### D'AUTRE PART,

#### **Préambule**

Les parties soussignées entendent préalablement rappeler ce qui suit :

La commune a confié..... *[décrire ici les travaux ou services objet du marché de la manière la plus précise possible]* (annexe 2 : acte d'engagement)

La durée d'exécution du marché était fixée à ..... mois à compter de l'ordre de service n°1 en date du..... (annexe 3 : ordre de service n°1).

*[Décrire ici toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution du marché, les désordres constatés.]*

*[Décrire ici les différents échanges de courriers, les réunions, les fax et e-mails qui ont eu pour objet les difficultés rencontrées.]*

Le ....., une réunion d'expertise amiable était provoquée sur le site, et malgré de nombreux échanges de vues et autres vérifications, aucun accord sur les responsabilités réciproques des parties ne pouvait être trouvé.

Face à cette situation du blocage.....

*[Exposer ici les éléments qui permettent aux parties de considérer qu'il y a situation de litige et que, à défaut de recours à la transaction, la solution sera nécessairement contentieuse].*

En l'absence de tout accord entre les différents intervenants quant aux modalités et à la date de reprise des désordres affectant.....

La société, comme la commune de ....., bien que ne reconnaissant dans ce dossier, chacune pour ce qui la concerne, aucune responsabilité directe, reconnaissent la véracité des faits tels que rappelés ci-dessus.

La commune souhaite que les désordres constatés puissent être repris au plus tôt, et ce, dans les conditions techniques optimales.

Les parties au présent protocole, au regard du litige les opposant, et au regard du ou des contentieux susceptibles de survenir en raison des désordres persistant sur le site, ont souhaité se rapprocher, afin de rechercher une solution amiable et négociée.

Dans le respect des intérêts des deux parties et après concessions réciproques, les parties ont décidé de régler, à l'amiable et sous la forme d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code civil, les différends de toute nature dans le but de mettre un terme à une procédure contentieuse [*si tel est le cas*] en cours et d'éviter l'engagement d'autres procédures contentieuses, longues, coûteuses et aléatoires, afin de préserver les deniers publics et de s'interdire réciproquement toute action, contentieuse ou non, relative au présent litige.

Ainsi, les parties sont convenues :

Que la société procèdera à la reprise de la totalité des désordres constatés .....

Que la société s'engage à garantir (décennale, parfait achèvement....) la ville, pour les travaux à intervenir, dans les conditions du marché initial par lequel les parties restent liées.

Que la société se désisterait purement et simplement du recours introduit devant le tribunal administratif de .....

Que la commune renoncera aux pénalités de retard dues, pour la période allant du ..... au ..., au titre du marché liant la commune à la société,

*[Lister ici l'ensemble des concessions réciproques que les parties au protocole ont accepté de faire.]*

Vu les articles 2044, 2045 et suivants du Code civil ;

Vu les articles L.2121-29 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la circulaire du Premier ministre en date du 6 février 1995 parue au JO du 15 février 1995 relative au développement du recours à la transaction pour régler à l'amiable les litiges) ;

Vu le marché n° ....., lot n°....., voirie, signé le .....

Vu l'ensemble des pièces annexées au présent protocole ;

Vu la requête introductive d'instance déposée devant le tribunal administratif de .....le .....par la société ;

Vu la délibération du conseil municipal de ..... en date du ..... approuvant les termes du présent protocole transactionnel et autorisant le maire à le signer.

Considérant que la commune de ..... a un intérêt tout particulier à ce que l'ensemble des travaux de reprises des désordres affectant..... soit réalisé rapidement et dans des conditions techniques optimales.

Considérant que les deux parties ont accepté de faire des concessions réciproques afin de mettre un terme à un litige en cours et de prévenir les litiges à intervenir, la résolution du présent litige.

Considérant que pour mettre un terme au litige existant, prévenir les litiges à venir et permettre la reprise des désordres affectant ....., la commune et la société se sont rapprochées afin de trouver une issue amiable, et dans un souci de bonne gestion des

deniers publics, il convient aujourd'hui d'établir une transaction en application de l'article 2044 du Code civil.

## **Il est convenu entre les parties**

### **Article 1 : Objet du présent protocole**

Le présent protocole a pour objet .....

*[Détailler ici l'objet du protocole et viser de nouveau les raisons qui justifient le recours à la transaction.]*

Les parties signataires au présent protocole conviennent que celui-ci ne vaut aucune reconnaissance de responsabilité de l'une des parties signataires.

### **Article 2 : Concessions réciproques**

*[Détailler ici très précisément les conditions réciproques consenties par les deux parties ; il conviendra notamment s'il s'agit d'un protocole ayant pour objet de permettre le paiement de prestations réalisées hors marché, ou suite à l'annulation d'un marché par le juge, de veiller à une véritable concession d'ordre financier par le cocontractant ; il s'agit ici d'une condition indispensable aux yeux du juge administratif.]*

### **Article 3 : Mise en œuvre du protocole**

*[Détailler ici l'ensemble des mesures acceptées et convenues entre les parties et devant être exécutées dans le cadre de ce protocole : il s'agit de l'ensemble de la procédure qui permettra de considérer que le protocole a été exécuté.]*

### **Article 4 : Engagement de non-recours**

En contrepartie du respect des dispositions précédentes, les parties au présent protocole s'engagent à se désister de tout recours engagé à la date de signature des présentes et s'engagent à renoncer à engager tout recours pour tout objet lié au présent protocole.

En conséquence, sont définitivement réglés les différends sans exception ni réserve, pouvant exister entre les parties, au titre des désordres constatés dans l'exécution du marché susvisé.

### **Article 5 : Engagement de garantie**

La société .....s'engage par ailleurs à garantir la commune de ..... de tout recours, direct ou d'appel en garantie, qui serait engagé contre elle par .....au titre des désordres objets du présent protocole.

### **Article 6 : Autorité de la chose jugée**

Il est convenu entre les parties que le présent protocole transactionnel est conclu conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil.

En conséquence, cet accord a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, ne pourra être attaqué pour cause d'erreur de droit ou de lésion, et vaut extinction irrévocable de toutes les contestations nées ou à naître entre les parties relatives aux relations contractuelles ayant existé entre elles.

### **Article 7 : Compétence d'attribution**

Les parties conviennent, conformément aux dispositions légales, que tout litige relatif à l'exécution du présent protocole relèvera de la compétence du tribunal administratif de .....

Fait en trois exemplaires

Pour la commune  
Le maire

Fait à .....  
Le.....

Pour la société  
Le président

Fait à .....  
Le .....

Transmis au contrôle de légalité, le .....

Notifié à la société, le .....